

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 17/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMURFIT KAPPA FRANCE

26 Chemin du Petit St Jean
26400 Crest

Référence : 20230711-RAP-DAEN0708
Code AIOT : 0010300045

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement SMURFIT KAPPA FRANCE implanté 26 Chemin du Petit St Jean 26400 Crest. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMURFIT KAPPA FRANCE
- 26 Chemin du Petit St Jean 26400 Crest
- Code AIOT : 0010300045
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SMURFIT KAPPA est spécialisée dans la fabrication de carton ondulé à partir de papier et de découpe/impression par flexographie/collage de ces cartons. Elle fait partie d'un groupe international.

Elle a été autorisée par arrêté préfectoral le 11/07/2000 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 21/10/2010, 18/10/2017, 12/02/2020 et du 29/06/2021.

Un nouvel arrêté cadre est en cours de rédaction suite à la demande d'augmentation des capacités de production

Le thème de la visite retenu est le suivant : action nationale secheresse:

- Prévention des pollutions
- suivi des consommations d'eau
- mesures liées à la sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Respect des Valeurs Limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 4.5.2	Lettre de suite	Transmission des résultats des valeurs de rejet sur les 6 prochains mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté ministériel du 02/12/2021, article 5.3	Sans objet
2	Gestion économe de l'eau	Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 4	Sans objet
3	Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 1	Arrêté secheresse	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société s'est engagée dans une démarche de plan de sobriété énergétique incluant la sobriété hydrique. A l'échelle du groupe, des essais sur les différents site sont réalisés afin d'optimiser sur chaque poste la consommation d'eau. Concernant les réjets, la concentration en cuivre est supérieure à la réglementation, l'exploitant a déjà initié avec un laboratoire (filiale de Véolia) des études afin de réduire les valeurs sous le seuil réglementaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 02/12/2021, article 5.3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Suivi des consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur, à l'exception des jours où il n'y a pas de prélèvements. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau destiné à la consommation humaine est muni d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations par le retour d'eau pouvant être polluée.
Constats : Le site dispose d'un seul point de prélèvement. il s'agit d'un prélèvement sur le réseau d'adjonction d'eau potable. Au sein de l'entreprise, le réseau d'eau est équipé d'un compteur qui est relevé hebdomadairement. L'exploitant utilise un logiciel pour faire remonter les relevés de consommation au groupe. Une comparaison est faite avec les relevés de facturation de Suez dont le compteur est situé à l'extérieur du site.Cela permet d'optimiser la consommation et de s'assurer de l'absence de fuite. Un releveur est présent pour les rejets industriels. Le prélèvement est à minima tous les mois et selon les besoins des analyses : trimestriellement et/ou annuellement. En 2023, des analyses "RSDE" sont en cours, les relevés sont réalisés tous les mois sur l'ensemble des paramètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécheresse – gestion économe de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Dispositions prises pour économiser la ressource de manière pérenne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.
Constats : Mise en place d'un logiciel pour faire remonter les relevés de consommation au groupe via le compteur interne et comparaison avec le relevé de facturation pour éviter les fuites. La société va sortir du cas 1 suite au projet d'augmentation de capacité de production en cours d'étude. Un nouvel arrêté d'autorisation est en cours de rédaction, de même qu'un plan de sobriété hydrique. Les actions menées ou en cours sont les suivantes: optimisation de la chaudière (vapeur d'eau en circuit fermé), Mise en place d'un logiciel de pilotage de la chaudière, Suivi d'entretien hebdomadaire de cette dernière pour éviter toutes pertes dans le circuit. Suivi de la quantité d'eau au sein de l'entreprise - Formation du personnel aux écogestes. Travail à l'échelle du groupe pour le recyclage des eaux de process (amidonnée et/ou encrées) : projet de les réintroduire dans l'encollage. L'exploitant devra communiquer son PSH finalisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 1

Référence réglementaire : Arrêté secheresse							
Thème(s) : Actions nationales 2023, Exemption des restrictions pour les préleveurs faibles consommateurs							
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet							
Prescription contrôlée : le site a une faible consommation d'eau annuelle (< 1000 m ³ /an dans le milieu et <7000 m ³ /an pour le total prélevé)							
Constats : Dans le cadre du sondage mise en place par la DREAL pour pouvoir bénéficier d'une adaptation au regime général de restriction d'eau de l'arrêté cadre sécheresse de la Drôme, l'exploitant s'est déclaré comme faiblr consommateur d'eau. Les données sur les dernières années sont les suivantes:							
	Initial DDAE 1998	2017	2018	2019	2020	2021	Projet (2024)
Production carton en t	30000	28472	27686	28049	31286	32080	54000
Conso d'eau en m ³	26338	8517	11724	9620	7980	6109	11880
Ratio de conso en m ³ / t	0,88	0,3	0,42	0,34	0,26	0,19	0,22
Depuis 2021, la société est sous le seuil des 7000 m3. L'exploitant a déclaré 6500 m3 en 2022.							
Type de suites proposées : Sans suite							
Proposition de suites : Sans objet							

N° 4 : Sécheresse – Respect des VL de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 4.5..2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des VL de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites de rejet dans l'eau concernent les paramètres suivants: <ul style="list-style-type: none">- pH;- température;- Couleur;- débit journalier;- débit horaire;- DBO5 – DCO et rapport;- MES;- azote global;- phosphore;- hydrocarbures;- Cr, Cu, Ni et Zn, composés et total;- Pb, Cd, Hg et ses composés;- PCB;- HPA;- indice phénol, phénol et AOX.
Constats : Les valeurs de rejets dans l'eau montre la présence de Cuivre depuis plusieurs années. L'exploitant s'est rapproché d'un laboratoire "filiale VEOLIA" pour réduire les valeurs et les rendre conformes. L'origine est principalement liée aux eaux encrées. Un essai en laboratoire sur de nouveau floculent et traitement physico-chimique doit être mise en place. L'exploitant doit tenir informé l'inspection des installations classées de l'avancée des travaux et les résultats obtenus en transmettant les données de rejet dans l'eau sur les 6 prochaines mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : sur 6 mois